

Études internationales



Marchal, André, *L'Europe solidaire*, tome 2, Éditions Cujas, Paris, 1970, 487 p.

Maurice Torrelli

Volume 2, numéro 4, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700148ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700148ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Torrelli, M. (1971). Compte rendu de [Marchal, André, *L'Europe solidaire*, tome 2, Éditions Cujas, Paris, 1970, 487 p.] *Études internationales*, 2(4), 699–700.
<https://doi.org/10.7202/700148ar>

ticiper les masses au pouvoir politique. Son but ultime : transformer la société par la révolution socialiste.

En somme, ces deux ouvrages posent le problème fondamental de l'évolution sociopolitique de l'Amérique latine dans les prochaines années. Les pays latino-américains doivent-ils choisir la voie réformiste ou la voie révolutionnaire de développement ? S'ils optent pour la voie révolutionnaire, vont-ils s'engager dans une révolution par les armes ou une révolution dans la légalité ? Pour Debray, le choix est déjà fait : « la révolution latino-américaine a pour voie fondamentale la lutte populaire armée » (p. 59).

Mais, ce qui compte à la fin, ce n'est pas la concordance plus ou moins exacte entre la « théorie » marxiste-léniniste et la voie « révolutionnaire » suivie par un pays, mais plutôt le résultat final de l'expérience entreprise pour l'ensemble de la population et, en particulier, pour les ouvriers et les paysans qui forment encore la majorité de la population latino-américaine.

Réjean PELLETIER,

*Science politique,
Université du Québec à Montréal.*

MARCHAL, André, *L'Europe solidaire*, tome 2, Éditions Cujas, Paris, 1970, 487p.

Après avoir étudié dans le premier tome de *L'Europe solidaire* les divergences doctrinales et les oppositions de politiques qui se manifestent en matière de construction européenne afin de dégager un ensemble cohérent de principes et de méthodes, André Marchal, dans ce deuxième tome tout aussi remarquable que le premier, s'était efforcé d'étudier les problèmes que soulève cette édification d'une Europe unie. Si sa mort prématurée l'a empêché d'achever cette œuvre, le manuscrit presque entièrement terminé a néanmoins pu être publié grâce aux efforts d'une équipe de chercheurs qui lui étaient attachés. Ainsi s'explique que les dernières parties de cet ouvrage, l'étude du passage de l'union économique à l'union politique, celle de l'Europe et du reste du monde, ne soient pas aussi étoffées, pas aussi percutantes que le reste de cet ouvrage qui avec le premier tome, constitue une des études fondamentales sur le

phénomène européen. La clarté de l'exposé, l'élégance du style, la profondeur des vues font de ce livre une remarquable synthèse des problèmes qui se posent actuellement dans les communautés européennes.

Un des attraits majeurs de ce livre réside dans la présentation non seulement logique mais surtout dynamique des problèmes de l'Europe qui doit résoudre toute une série de tensions pour édifier un complexe économique nouveau : réduction des tensions sectorielles, les politiques industrielle et agricole, réduction des tensions spatiales, la politique d'aménagement du territoire, réduction des tensions sociales, réduction des tensions conjoncturelles et monétaires, pour en arriver à un dépassement des politiques communes par la programmation européenne. Ainsi que le souligne R. Barré, vice-président de la Commission des Communautés européennes dans son introduction, les développements qu'André Marchal a consacré à ces divers sujets sont précis et convaincants : les critiques qu'il présente, les suggestions qu'il avance, ont d'ailleurs reçu au cours des années la consécration des faits.

Économiste, André Marchal était cependant convaincu que l'économie ne peut être que politique ; dès lors, l'édification européenne lui paraissait devoir s'engager dans « un processus d'intensification de la solidarité entre nations voisines et économiquement liées » (p. 407). Encore l'Europe doit-elle éviter de se laisser entraîner « sous une double pression... ». Par contre, l'Europe ne se construira que par le renforcement de la solidarité des nations européennes qui seule peut rendre possible le passage de la construction économique à la construction politique, et nous partageons pleinement cette conclusion de l'auteur » (p. 434).

Aujourd'hui si l'Europe doit encore et plus que jamais combattre pour sa survie, par-delà les institutions mises en place, par-delà les résultats enregistrés dans plusieurs domaines, c'est bien la solidarité... ou l'absence de solidarité qui se trouve au cœur des problèmes actuels du dollar, nouveaux partenaires qui ont à faire la vague entreprise de libération des échanges à l'échelle mondiale » (p. 408). Par contre, l'Europe ne se construira que par le renforcement de la solidarité des nations européennes qui seule peut rendre possible le passage de la construction économique à la construction politique et nous partageons pleinement cette conclusion de l'auteur : « Si l'on admet...

que l'Europe économique est bien la condition de l'Europe politique, et non l'inverse, il convient, sans se décourager, de poursuivre ce qui a été commencé, c'est-à-dire de maintenir et de renforcer, par tous les moyens, l'intégration économique et la solidarité entre les Six. Ainsi surgiront bien plus d'intérêts communs que d'intérêts divergents, ce qui rendra possible, à partir du fait économique européen, l'éclosion d'une conscience politique européenne, sur laquelle pourront se greffer quelques institutions politiques » (p. 434). Aujourd'hui, si l'Europe doit encore et plus que jamais lutter non pour son existence mais pour sa survie, par-delà les institutions mises en place, par-delà les résultats enregistrés dans plusieurs domaines, c'est bien la solidarité (...ou l'absence de solidarité !) qui se trouve au cœur des problèmes actuels : absence de solidarité des Six face au dollar, solidarité éventuelle des nouveaux membres du Marché commun, dont ils doivent encore faire la preuve !

Maurice TORRELLI,

*Science politique,
Université de Montréal.*

LUXEMBOURG, Rosa, *Introduction à l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1970, 276p.

On connaît l'anomalie de l'édition française, qui néglige depuis longtemps de fournir des traductions valables de plusieurs ouvrages classiques des sciences sociales. Ainsi en va-t-il des œuvres d'un Max Weber, des travaux de la sociologie critique et notamment de Marx (dont il n'existe, il est vrai, d'édition complète dans aucune langue) et de ses disciples. Il faut savoir gré aux Éditions Anthropos de contribuer lentement à combler le vide.

En ce qui concerne Rosa Luxembourg, et dans le cadre de la problématique des relations internationales, son *Accumulation du capital* est certes plus important, puisque nous y trouvons spécifiquement une analyse d'ensemble de l'impérialisme ; ce dernier cependant ne se comprend pas en dehors d'une théorie de la croissance du capitalisme, qui fait précisément l'objet de l'*Introduction*. Pourtant, même si nous faisons abstraction de son débouché naturel sur le thème de l'impérialisme, cette œuvre

de l'auteur garde, malgré ses déficiences, une singulière actualité. Selon l'expression d'Ernest Mandel qui préface le texte, l'*Introduction* « se laisse résumer en trois triades hégéliennes : la production primitive de valeurs d'usage aboutit à la production marchande qui reproduit une production pour les besoins, mais en y incorporant l'essor colossal des besoins et des potentialités de l'homme, rendu possible grâce à la production marchande ; l'organisation de la production dans les communautés primitives aboutit à l'anarchie de la production capitaliste, qui conduira à la planification socialiste de demain, infiniment plus complexe et plus variée que l'organisation de jadis » (xvii). Le second chapitre sur la société communiste primitive est d'actualité, en cette époque de renouveau de l'anthropologie économique, mais les promoteurs de ce renouveau l'ignorent à tort. Quant au chapitre premier, qui demande ce qu'est l'économie politique nationale (*Volkswirtschaft*) telle que l'enseignaient à l'époque les historiens allemands, il est une critique satiriquement impitoyable de ces derniers ; leur esprit obtus et leur servilité au capitalisme les empêche de voir l'évidence, à savoir que les phénomènes économiques, même perçus à l'échelle d'une nation, ne se comprennent que dans le cadre du système capitaliste mondial. Sa critique pourrait s'appliquer, *mutatis mutandis*, à la science économique actuelle, qui a certes appris à dépasser les frontières nationales, mais n'a pas réussi à intégrer les rapports de force et l'enchevêtrement de leurs composants « économiques » et « extra-économiques » dans une théorie de vraie économie-politique mondiale. Si Rosa Luxembourg était contemporaine des événements actuels, sa verve satirique serait certainement alimentée par le désarroi de beaucoup d'économistes distingués (dignes successeurs des Schmoller, Bücher et Sombart) devant la crise monétaire internationale, qu'elle qualifierait de bel exemple de l'anarchie capitaliste en cette décade dominée par le mythe de la planification. C'est dans cette perspective que les chapitres quatrième et cinquième sur la production marchande et le travail salarié méritent une lecture méditée, quelles qu'en soient les faiblesses, épinglées par les spécialistes marxistes et non marxistes.

André Lux,

*Sociologie,
Université Laval.*